

Les collèges en Valais de 1870 à 1925 [Benjamin Roduit]

Autor(en): **Clavien, Alain**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **1 (1994)**

Heft 3

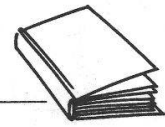
PDF erstellt am: **25.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



beziehungsweise welche die Eliten des Ortes für den Städter entwarfen. In einer kritischen Analyse der diversen Kurortführer und Langenbruck-Prospekte, der Ansichtskarten und des 1913 von Emile Cardinaux entworfenen Werbeplakates geht die Autorin dem Wandel dieser Bilder und den diesen korrespondierenden Realitäten auf den Grund. Am Anfang steht der erste Kurortführer von 1839 in dem noch ganz ländlich geprägten Ort, am Ende steht das Plakat von Cardinaux aus dem Jahre 1913, aus einer Zeit mithin, in welcher das Dorf längst über eine komplette, allen städtischen Standards gerecht werdende touristische Infrastruktur verfügt.

Doch im Werbeplakat von 1913 ist davon nichts mehr zu sehen: Das Plakat tilgt die Unterscheidung zwischen alt und neu und verbaut damit jede Möglichkeit, aus dem Bild eine Geschichte des Dorfes abzulesen. Es zeigt vielmehr ein «geschichtsloses, idyllisiertes Dorf, das weniger ein bestimmtes Dorf als das ‚Ländliche‘ an sich darstellt, das noch von keiner Innovation, auch nicht der touristischen Infrastruktur, gestört ist».

Auf dem Höhepunkt seiner real-touristischen Entwicklung angekommen, kehrt das Dorf zu seinen Ursprüngen zurück, indem es seine eigene Geschichte verleugnet – eine Rückkehr, die freilich nur noch in der Projektion und Imagination möglich ist.

Eine erst noch zu schreibende Sozial- und Kulturgeschichte des Tourismus in Europa wird, will sie nicht «auf Luft gebaut» sein, sondern auf soliden Fundamenten gründen, um lokale Studien wie die von Beatrice Schumacher kaum herumkommen.

Werner Trapp (Konstanz)

BENJAMIN RODUIT LES COLLÈGES EN VALAIS DE 1870 À 1925

TRADITION OU MODERNISATION

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE, LAUSANNE 1993, 397 P., FS 57.

Vers 1850, les trois collèges valaisans – Brigue, Sion et Saint-Maurice – dispensent une culture classique qui correspond aux besoins d'une élite restreinte pour qui les carrières libérales ou ecclésiastiques sont seules dignes de considération. Reposant sur le socle de la pédagogie jésuite et destiné à des étudiants socialement favorisés, cet enseignement dispensé par des ecclésiastiques perpétue les structures traditionnelles d'une société familiale, agricole et profondément catholique. Pratiquement, la loi de 1873 ne change rien à la situation. En réponse aux doléances de l'opposition radicale, on a certes prévu la création d'un collège industriel. Mais ce collège ne verra jamais le jour, victime de préjugés que la gouvernementale *Gazette du Valais* exprime sans fard: «Le Valais, quoi qu'on en dise, ne sera jamais un pays de grandes entreprises. La Providence ne l'a pas destiné à cet effet.»

Immobilisme, léthargie intellectuelle et esprit routinier marquent ainsi l'instruction supérieure valaisanne durant tout le dernier tiers du XIXe siècle. Les traitements alloués aux professeurs sont de plus bien inférieurs à la moyenne suisse, ce qui ne favorise guère la qualité de l'enseignement. Les difficultés ne vont pas tarder. Il y a d'abord les exigences fédérales réglant l'entrée au Poly et l'exercice de la médecine. Il y a aussi les réticences de certaines universités à accepter des étudiants valaisans qui terminent leur cursus sans passer d'examens de maturité. En 1893, la commission de gestion du Grand Conseil doit l'admettre: «Nos établissements d'instruction publique sont sur un pied

d'infériorité vis-à-vis des établissements similaires de la Suisse en général».

Les pressions fédérales ne sont pas seules à pousser le canton dans la voie des réformes scolaires. Au tournant du siècle, le Valais connaît en effet une véritable «révolution économique», au terme de laquelle les pouvoirs publics s'inquiètent et dénoncent l'accaparement des emplois de secrétaires, contremaîtres, appareilleurs et autres places à responsabilité dans les industries par des étrangers au canton. Une réaction s'impose: «Si nous ne voulons pas laisser tous ces postes comme ce fut le cas jusqu'à présent entre les mains d'étrangers, facilitons à nos jeunes gens l'accès à des emplois par une orientation nouvelle de notre enseignement secondaire.»

La loi de 1910 traduit cette volonté: avec la création d'une école industrielle, un enseignement scientifique complet est mis sur pied. En revanche, le législateur échoue dans sa volonté de centraliser dans la capitale les établissements d'instruction supérieure. Les arguments ne lui manquaient pourtant pas: économies, amélioration des moyens d'enseignement et augmentation du traitement de maîtres moins nombreux. Mais les intérêts locaux sont trop forts: alors même que la majorité parlementaire et le Conseil d'Etat préféreraient une centralisation, ils doivent s'incliner face aux particularismes pour éviter de saborder toute la loi.

Le nouveau collège industriel ne remplira pas son rôle. Le manque de crédit, le manque de confiance aussi du DIP ne lui donnent aucune chance de vaincre des préjugés tenaces; le nouvel établissement scolaire ne peut rivaliser avec la filière classique, il ne peut promouvoir et légitimer les professions industrielles au sein de l'élite valaisanne. La guerre, les difficultés économiques de 1920-1925, la vision de Maurice Troillet aussi, qui privilégie l'agriculture: autant d'éléments qui ajoutent à l'échec du collège industriel. Pendant 50

ans, la classe dominante ne cessera de se lamenter sur le pénurie de cadres techniques et industriels valaisans, elle ne cessera de déplorer le monopole de la direction économique du Valais par des étrangers au canton; mais elle continuera de n'envisager pour ses enfants qu'une formation classique. Ce n'est qu'avec la loi sur l'instruction publique de 1962 que les choses bougent enfin dans le monde des collèges valaisans...

Roduit dégage clairement les enjeux politiques et sociaux de ces disputes scolaires. Avec beaucoup de finesse, il ne s'arrête pas aux seules lois et aux discussions politiques qui entourent leur naissance; il s'intéresse à leur application aussi, montrant une fois de plus que les résistances mentales peuvent être plus fortes que la volonté politique de modernisation.

Alain Clavien (Lausanne)

FRANÇOIS WALTER (ED.)
PEU LIRE, BEAUCOUP VOIR, BEAUCOUP FAIRE. POUR UNE HISTOIRE DES SOINS INFIRMIERS AU 19E SIÈCLE

ÉDITIONS ZOÉ, CAROUGE-GENÈVE 1992, 215 P., FS 31.

«Ni bonnes, ni nonnes, ni connes», ce slogan des manifestations de l'automne 1991 a brutalement mis en évidence les graves problèmes d'identité que connaissent à l'heure actuelle les professions soignantes. C'est donc dans un contexte de revendications sociales particulièrement prégnantes que s'est inscrit le colloque tenu à Sion les 22 et 23 novembre 1991 sur le thème *Soins et soignant-e-s entre médecine et société* dont cet ouvrage constitue les actes. Répondant à une demande d'auto-compréhension par l'histoire, des historiens, des anthropologues, des sociologues et des